

# Relance de l'UE : les dirigeants tentent de combiner unité et ambition

## EUROPE Macron et ses « volontaristes » ont réussi un premier coup

► Un processus sur « l'avenir de l'UE » est lancé.

► Donald Tusk est chargé d'en proposer calendrier et méthode de travail.

TALLIN  
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Les écrans vidéo et les gadgets étaient bien siglés « Tallinn Digital Summit » ce vendredi dans la capitale estonienne. Les dirigeants de l'UE y avaient convergé pour une grand-messe censée sonner leur mobilisation pour faire de l'Europe un leader dans ce domaine. Mais toutes les conversations en marge de l'événement se sont concentrées sur le sujet du « dîner informel » de la veille : l'avenir de l'UE. Un avenir dont chacun a constaté, sous le coup des grosses crises qui ont fait trembler l'UE ces dernières années – dont le Brexit, choc existentiel ultime – qu'il doit être repensé.

Jeudi soir, les chefs d'État ou de gouvernement de l'Union, flanqués des trois présidents européens (Conseil, Commission et Parlement), s'étaient retrouvés pour une discussion nourrie par les deux contributions majeures qu'ont été le discours sur l'état de l'UE de Jean-Claude Juncker il y a quinze jours, et plus encore le « discours de la Sorbonne » d'Emmanuel Macron mercredi dernier. La question centrale : faut-il lancer un processus de re-

lance, réforme ou approfondissement de l'UE et de la zone euro ? Un souhait porté avec panache et passion par le président français, intronisé depuis « la Sorbonne » en chef de file officiel d'un groupe de dirigeants pro-européens aussi volontaristes que lui. Tandis qu'un autre courant, plus pragmatique – plus nordique et centre-oriental, aussi – préférerait s'en tenir aux chantiers concrets (sécurité, migration, commerce, performance économique, numérique...) listés dans ce qui est appelé la « feuille de route de Bratislava ».

Le résultat a été clair et net. Par un coup de rein final donné par le trio de quadragénaires Macron-Michel-Bettel au bout de deux heures et demie de discussion, les chefs d'État ou de gouvernement ont chargé le président du Conseil européen Donald Tusk de revenir sous quinzaine avec une proposition de méthode de travail et de calendrier sur ce qu'il a décidé d'appeler « l'agenda des dirigeants pour 2017-2018. » (Lire sur [lesoir.be](http://lesoir.be) notre récit ex-

clusif sur le déroulement du dîner.) Tout le monde ne partage pas la volonté réformatrice de Macron et consorts, soutenus cependant par les « anciens » que sont Merkel (discrètement) et Juncker (plus franchement). « *Il y en a 25 qui ont quand même dit oui*, rapportait une source, *et deux qui*

*n'ont pas dit non.* » Deux ? En réalité, quatre dirigeants ne se sont pas exprimés lors du dîner, manifestant un « *silence impres-*

*sionnant* » : les dirigeants du groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, Tchéquie et Slovaquie). C'est que les « quadras volontaristes », très critiques sur les éternels récalcitrants que sont la Hongrie et la Pologne, ne font pas mystère de leur vision d'une Europe qui se développerait « *plus*

*fort et plus vite* » (dixit Macron), avec un nombre plus restreint de pays. Le mantra du moment, plutôt sincère, reste toutefois celui de l'unité, résolument prônée par Juncker. Même si « *l'unité de Juncker n'exclut pas l'ambition de Macron* », indiquait une source de très haut niveau.

Prochaine étape de ce processus nouveau, si l'on exclut le traditionnel Conseil européen d'octobre : le « sommet social » de Göteborg le 17 novembre. Il a été acté qu'en marge de cette autre grand-messe – voulue et organisée par la Suède, qui revendique son statut modèle d'État providence – les dirigeants de l'Union plancheront sur l'agenda et la méthode que Donald Tusk a été chargé de présenter.

Un mois plus tard, nouvelle opportunité : un sommet de la zone euro qui se tiendra à l'occasion du Conseil européen ordinaire de décembre. Particularité : cet euro-sommet réunira non pas les 19 membres de l'eurozone, mais les 27 États qui ont signé le Traité budgétaire en 2012. Explication : ce traité prévoit que même ses signataires non-membres de l'Union économique et monétaire (UEM) participent aux

sommets où est débattue l'architecture de la zone. Convoquer pareil sommet au titre du Traité budgétaire est une façon habile de tendre la main aux pays non-membres, lorsque débiteront les discussions sur l'approfondissement de l'eurozone. Et notamment sur les idées macroniennes d'un ministre des Finances et d'un budget propres à l'UEM. « *Ce sera peut-être le moment de vérité*, confiait sous conditions d'anonymat un haut fonctionnaire européen : *les pays qui ne voudront pas participer au projet devront bien le dire.* »

Enfin, après deux autres sommets extraordinaires qui auront sans doute lieu en mai 2018 à Sofia puis en automne à Vienne, tout ce processus pourrait être couronné, avec concrétisation des chantiers, lors d'un sommet extraordinaire dans la ville roumaine de Sibiu le 30 mars 2019. C'est l'idée proposée par le président de la Commission, et qui selon certaines sources aurait été actée jeudi. Pourquoi le 30 mars 2019 ? Parce que si rien ne change d'ici là, ce sera le premier jour effectif du Brexit. Le président de la Commission plaide pour que, comme l'expliquait un proche, « *au moment où les gens de Farage danseront dans les rues avec l'Union Jack* », l'UE puisse, à deux mois des élections européennes qui seront un nouveau test continental de l'enracinement populiste, opposer l'image de dirigeants de l'UE qui auront accompli une rénovation convaincante pour les citoyens. ■

JUREK KUCZKIEWICZ